

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

UNITÉ - TRAVAIL - PROGRÈS

جمهورية تشاد

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET, DE
L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE,
DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET
DEMOGRAPHIQUES

DIRECTION DES STATISTIQUES
ÉCONOMIQUES

DIVISION DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES



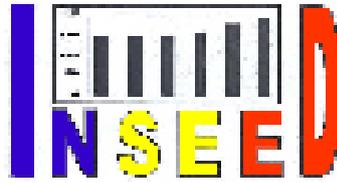
وحدة - عمل - تقدم

وزارة المالية والميزانية والاقتصاد والتخطيط

المعهد الوطني للإحصاء والدراسات
الاقتصادية والديموغرافية

ادارة الإحصاءات الاقتصادية

الاقتصادية التركيبات قسم



Rétropolation des comptes nationaux de 2005 à 2017 sous le SCN 2008 avec l'année de base 2017

Août 2024

Sommaire

I	Introduction	1
II	Approche méthodologique	1
II.1	Principe de la rétropolation	1
II.2	Les étapes de la rétropolation	1
III	Analyse comparative des résultats des deux bases	3
III.1	Evolution globale de l'activité économique	3
III.2	Evolution par secteur d'activité.....	4
III.2.1	Le secteur primaire	4
III.2.2	Le secteur secondaire	5
III.2.3	Le secteur tertiaire	6
III.3	Evolution de emplois du PIB.....	7
III.3.1	Consommation finale.....	7
III.3.2	Formation brute de capital fixe.....	8
IV	Conclusion.....	9

I Introduction

Les séries de données établies sur la base de l'année 2005, conformes au Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 93), ne peuvent plus être comparées aux nouvelles séries, qui reposent sur la base 2017 et le SCN 2008. Afin de garantir la cohérence et l'homogénéité des données, ainsi que de faciliter la comparaison des agrégats macroéconomiques dérivés des comptes nationaux, il est impératif de procéder à la rétropolation.

L'opération de rétropolation a pour objectif de rendre homogènes et comparables les séries des comptes nationaux en recalculant les données de l'ancienne base selon les normes de la nouvelle base. Cette démarche consiste à prolonger la nouvelle base dans le passé, ce qui permet de corriger les différences de méthodologie ou de classification entre les deux bases et de faciliter l'analyse de l'évolution de l'économie sur une période donnée.

II Approche méthodologique

II.1 Principe de la rétropolation

Le principe de la rétropolation consiste à analyser chaque série de l'ancienne base et le relier aux séries correspondantes de la nouvelle base, tout en tenant compte des évolutions et des modifications significatives concernant les concepts, les sources, ou les méthodes. Bien que ce processus puisse sembler simple, il est essentiel de corriger les erreurs détectées dans l'ancienne série pour améliorer la qualité et la fiabilité des données rétropolées.

II.2 Les étapes de la rétropolation

La rétropolation des comptes nationaux s'effectue en trois principales étapes :

- Élaboration des tables de passage entre les nomenclatures ;
- Reconstitution des séries de la nouvelle base dans le passé ;
- Équilibrage des Tableaux de Ressources-Emplois (TRE).

Élaboration des tables de passage entre les nomenclatures

Les tables de passage permettent de mettre en relation l'ancienne et la nouvelle nomenclature et présentent l'ensemble des changements opérés entre les deux nomenclatures en précisant leur nature et leur contenu. En l'absence de détails dans les comptes des produits de l'ancienne base, les tables de passage créées sont au niveau agrégé de la nomenclature.

Reconstitution des séries de la nouvelle base dans le passé

La reconstitution des séries de la nouvelle base dans le passé a consisté à :

Étape 1 : convertir les séries de la base 2005, utilisées dans l'élaboration des équilibres ressources-emplois (production, consommation intermédiaire (CI), consommation finale, La formation brute de capital fixe (FBCF), exportation, importation, marges et impôts), à la nouvelle nomenclature à l'aide de tables de passage.

Étape 2 : Afin de calculer les séries selon la nouvelle base, il a été nécessaire de les raccorder. Cette opération a été effectuée en déduisant les séries en valeur à partir des taux de croissance de l'ancienne base, appliqués rétroactivement dans le temps. La formule utilisée est la suivante:

$$\text{Val_b2017}_t = \text{tx_cr_b}_{2005} * \text{Val_b2017}_{t-1}$$

Où

- Val_b2017_t est la série en valeur de la nouvelle base
- tx_cr_b₂₀₀₅ représente le taux de croissance de la série en valeur dans l'ancienne base
- Val_b2017_{t-1} représente la valeur de l'année précédente

Avec le même principe en calcule les séries en volume.

Dans cette étape, plusieurs scénarios se présentent :

Pour la production, le travail consiste d'abord à reconstituer et à raccorder les séries de la production des branches. Ensuite, les séries de production par produit sont obtenues en projetant les productions de chaque branche rétrolées à l'aide des coefficients techniques de la matrice de production de l'année de base 2017.

La CI est calculée de la même manière que la production, mais avec une projection à l'aide des coefficients techniques de la matrice de CI de l'année de base 2017.

Pour obtenir les séries pour la consommation finale, la FBCF, l'exportation, l'importation et les impôts, les taux de croissance de l'ancienne base sont appliqués de manière rétroactive dans le temps, conformément à la formule mentionnée ci-dessus.

Les séries pour les marges par produit sont obtenues en appliquant les taux de marge de commerce et de transport de l'année de base 2017 aux séries rétrolées.

Étape 3 : prise en compte des rétrolations exogènes : Il faut également intégrer les rétrolations exogènes qui prennent en compte les nouvelles recommandations du *SCN 2008*. Les principales recommandations du *SCN 2008* prises en compte dans la nouvelle base 2017

ont porté sur : le SIFIM, la production de la banque centrale, et le calcul de la production de l'assurance non-vie.

Equilibrage des ERE

Le contrôle de qualité des ERE de la nouvelle base avec la nouvelle nomenclature est une étape cruciale qui nécessite de calculer les écarts entre les ressources et les emplois, de les analyser en profondeur et de chercher des moyens de les résoudre. Dans certains cas, cela peut impliquer des corrections de l'évaluation de certaines opérations, suivies d'un solde sur le poste approprié en fonction de la nature de chaque produit.

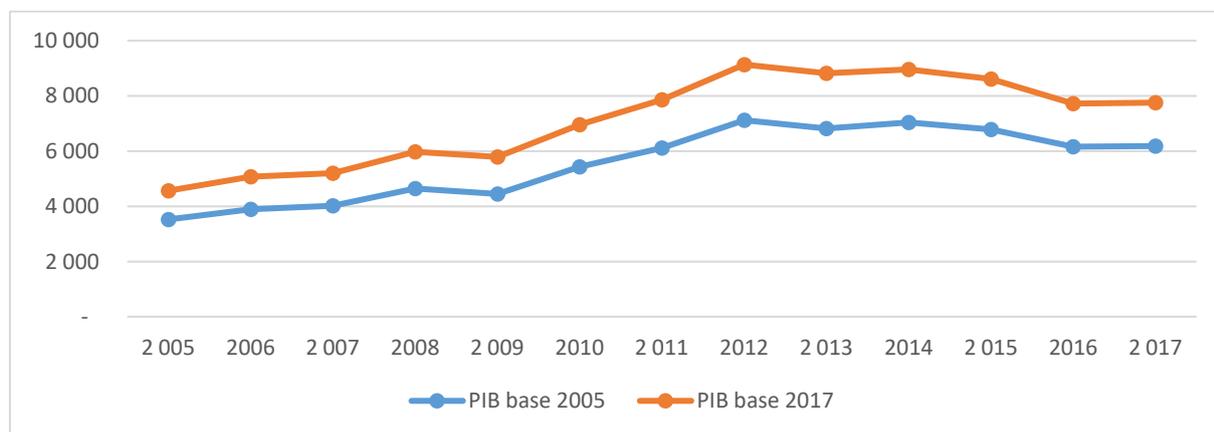
III Analyse comparative des résultats des deux bases

Cette section est consacrée à l'analyse comparative des séries de la nouvelle et de l'ancienne base en ce qui concerne le PIB, sa répartition par secteur d'activité et ses emplois.

III.1 Evolution globale de l'activité économique

Les résultats issus des travaux du changement d'année de base 2017 et de la migration vers le SCN 2008 donnent un PIB de 7 751,2 milliards de FCFA contre 6 179,0 milliards de FCFA selon le SCN 93, soit une réévaluation de 25,4%. En moyenne, le PIB en valeur est réévalué de 28,2% sur la période 2005-2017.

Graphique 1: Evolution des PIB des deux séries aux prix du marché

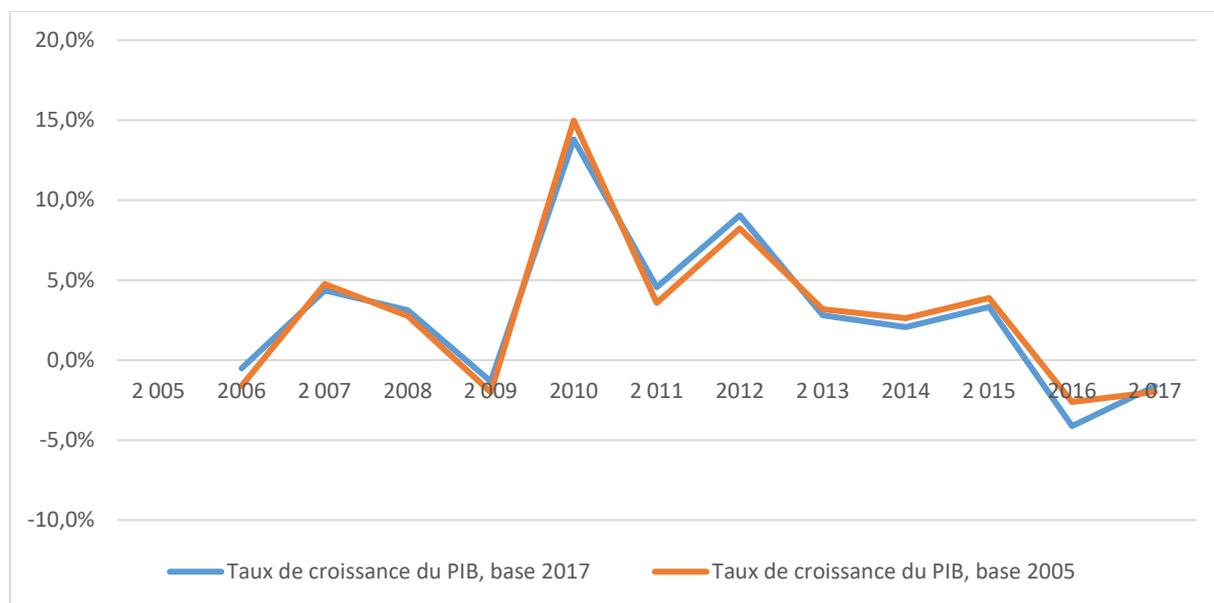


Source : *Comptes nationaux rétropolés 2005-2017, INSEED*

Le taux de valeur ajoutée de la base 2005 (67,5%) est légèrement plus faible que celui de la base 2017 (69,3%). Ce changement est dû à l'amélioration des coefficients technique par la prise en compte des données de l'enquête de structure des consommations intermédiaires des entreprises.

Les taux de croissance des deux séries de PIB épousent des évolutions similaires même si l'on constate une baisse plus prononcée en 2016 pour la nouvelle série.

Graphique 2: Evolution des taux de croissance des PIB base 2005 et PIB base 2017



Source : *Comptes nationaux rétropolés 2005-2017, INSEED*

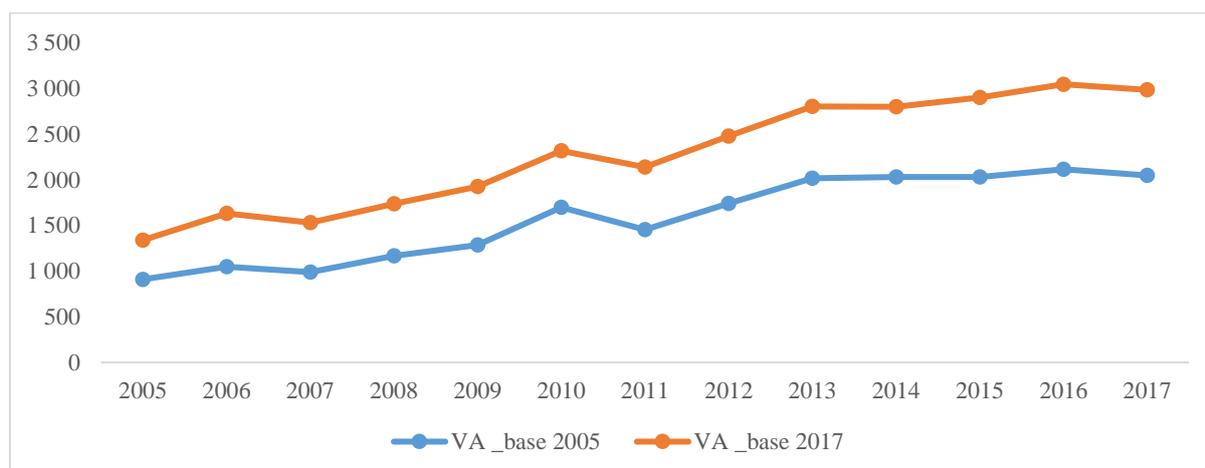
III.2 Evolution par secteur d'activité

Dans cette section, l'accent est mis sur l'analyse comparative de la valeur ajoutée des secteurs d'activités.

III.2.1 Le secteur primaire

Le secteur primaire a contribué en moyenne à hauteur de 31,9% à la création de richesse nationale dans la nouvelle série contre 28,1% dans l'ancienne sur la période 2005-2017. Cependant, la valeur ajoutée du secteur primaire obtenue avec la nouvelle série reste supérieure à l'ancienne en terme absolu sur la période. Cette réévaluation est attribuable à l'amélioration de la couverture, à un changement méthodologique du calcul de production des activités du primaire avec la prise en compte des résultats du dernier recensement de l'élevage.

Graphique 3 : Evolution de la valeur ajoutée du secteur primaire des deux séries



Source : Comptes nationaux rétropolés 2005-2017, INSEED

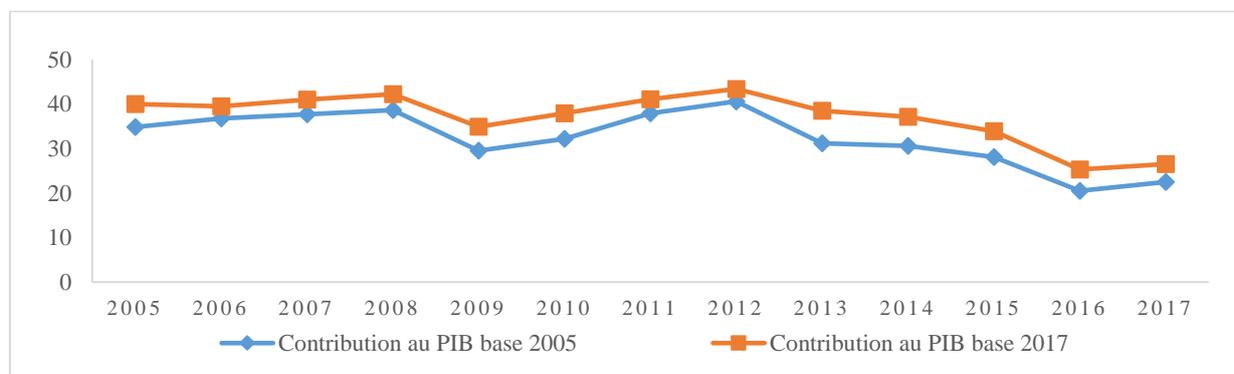
Les activités de l'élevage, sylviculture et pêche ont contribué à hauteur de 20,4% en moyenne à la richesse nationale, sur la période 2005-2017 contre 12,2% dans l'ancienne série. Par ailleurs, la valeur ajoutée de ces activités a considérablement augmenté entre les deux séries ; elle a connu une réévaluation moyenne de 45,5% sur la période.

La valeur ajoutée de l'agriculture vivrière a été réévaluée de -35,3% en moyenne sur la période 2005-2017. Elle a vu sa contribution à la richesse nationale baisser en moyenne de 5,3 points de pourcentage entre les deux séries pour s'établir à 9,7% pour la nouvelle base. Par ailleurs, la valeur ajoutée de l'agriculture de rente et industrielle a été révisée à la hausse passant de 0,9%, contribution au PIB, dans l'ancienne série à 1,7% dans la nouvelle série sur la période.

III.2.2 Le secteur secondaire

Le poids du secteur secondaire dans la richesse nationale a augmenté en moyenne de 4,6 points de pourcentage, sur la période 2005-2017, par rapport à l'ancienne série (base 2005). En moyenne, ce secteur contribue à hauteur de 37,0% au PIB dans la nouvelle série sur la période.

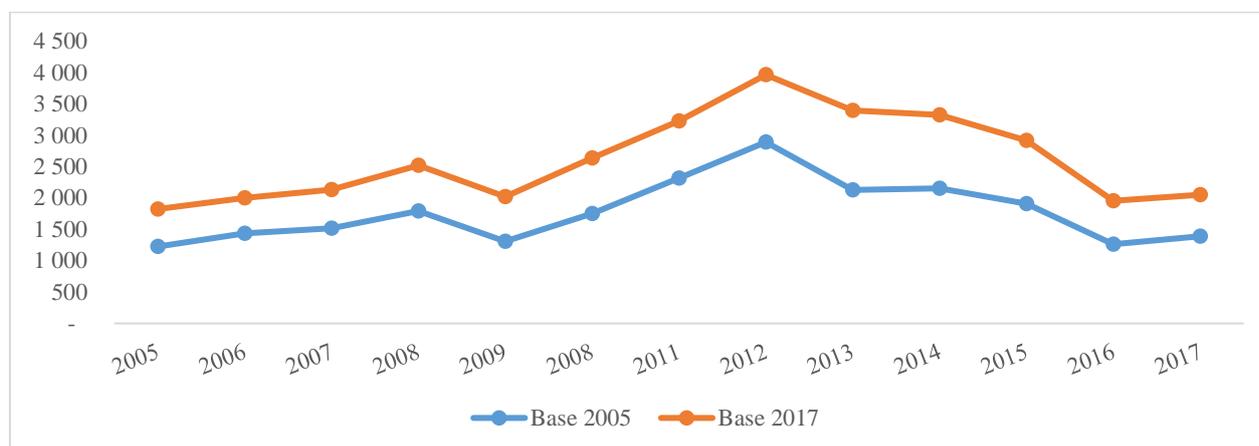
Graphique 3: Evolution du poids du secteur secondaire dans le PIB



Source : Comptes nationaux rétropolés 2005-2017, INSEED

Par ailleurs, la valeur ajoutée du secteur a été réévaluée de 36,8%, en moyenne, sur la période 2005-2017. Cette situation résulte d'une meilleure évaluation de la valeur ajoutée dans les sous-secteurs des activités extractives et la construction avec la prise en compte de l'enquête structure.

Graphiques 4 : Evolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire des deux séries

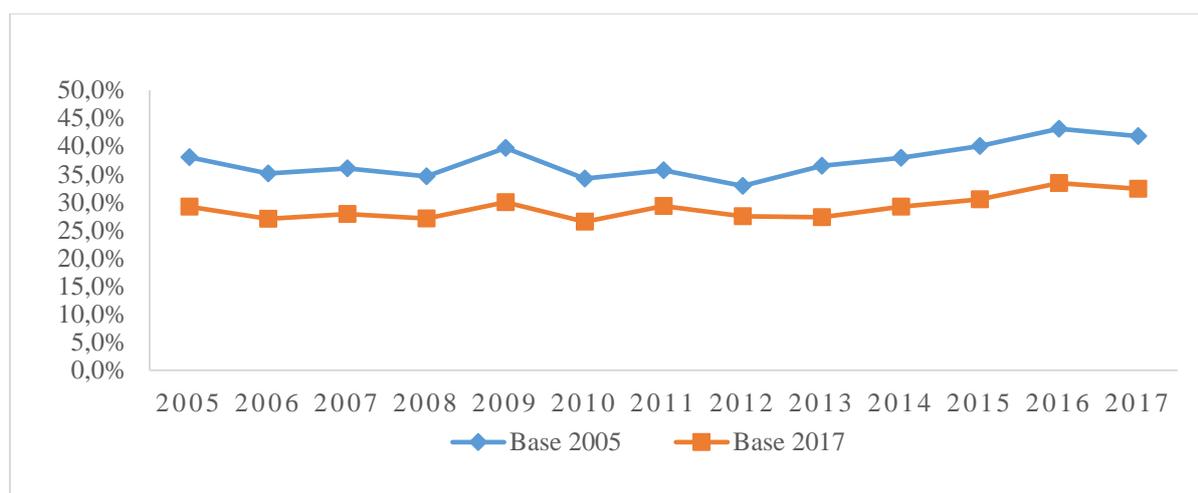


Source : *Comptes nationaux rétropolés 2005-2017, INSEED*

III.2.3 Le secteur tertiaire

Le poids du tertiaire est revu en baisse passant de 37,3% en moyenne sous l'ancienne base à 29,0% sous la nouvelle en raison de l'ajustement et l'affinement de l'estimation des activités de ce secteur.

Graphique 4: *Part du secteur tertiaire selon les deux bases 2005 et 2017*



Source : *Comptes nationaux rétropolés 2005-2017, INSEED*

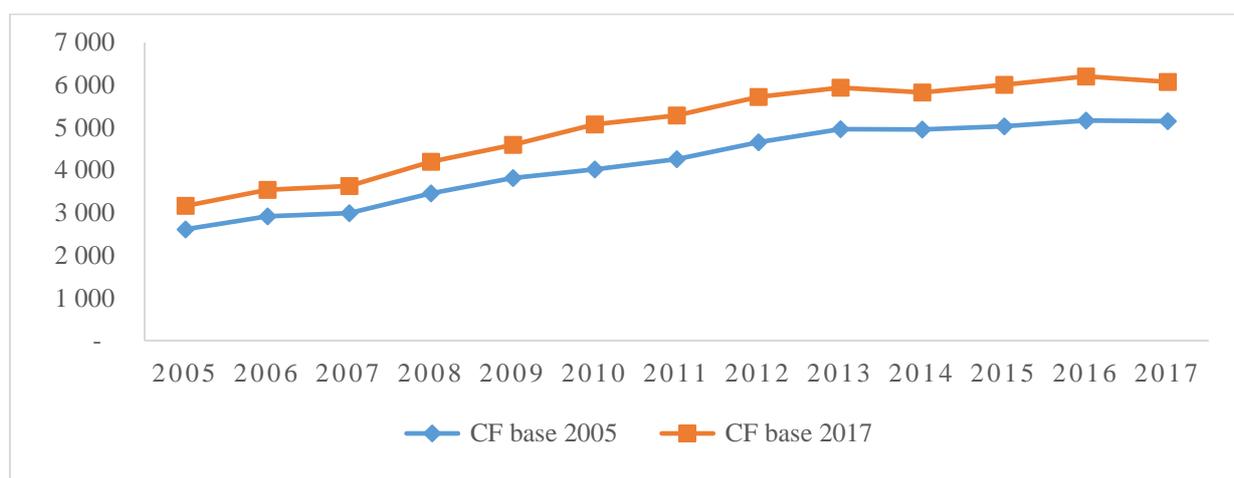
III.3 Evolution de emplois du PIB

Dans cette partie, une analyse comparative des emplois du PIB, suivant les deux bases 2005 et 2017, est effectuée. Il s'agit notamment de la consommation finale et la formation brute de capital fixe.

III.3.1 Consommation finale

Les dépenses de consommation finale base 2017 sont en moyenne supérieures à celles base 2005. L'écart moyen entre les deux séries est de 866,3 milliards de FCFA sur la période 2005-2017. Cette réévaluation à la hausse de la consommation finale est principalement imputable à l'amélioration de l'estimation de la consommation finale des APU et à la couverture des données notamment, l'enquête sur la consommation et le secteur informel (ECOSIT 4, 2018). Cette enquête a servi de base d'estimation des dépenses de consommation marchande et non marchande des ménages.

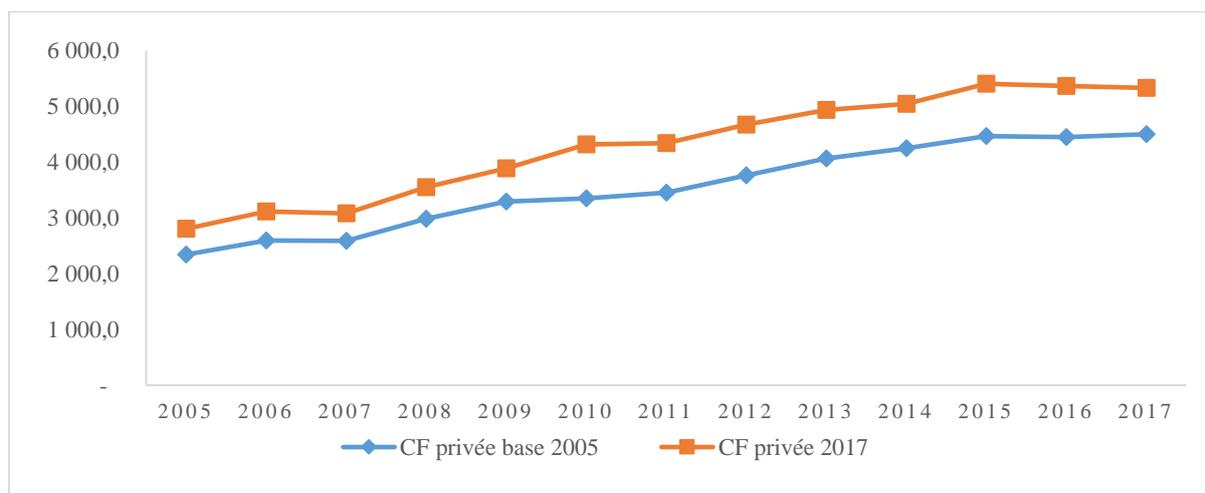
Graphique 5 : Evolution de la consommation finale sous les deux bases 2005 et 2017



Source : *Comptes nationaux rétropolés 2005-2017, INSEED*

La consommation finale privée sous la nouvelle base 2017 s'établit en moyenne à 4 297,7 milliards de FCFA contre 3 547,1 milliards de FCFA (base 2005) sur la période 2005-2017. Les tendances des deux séries sont néanmoins les mêmes sur la période. Les écarts de réévaluation entre les séries proviennent essentiellement de la bonne couverture du secteur des ménages à travers l'enquête sur le secteur informel.

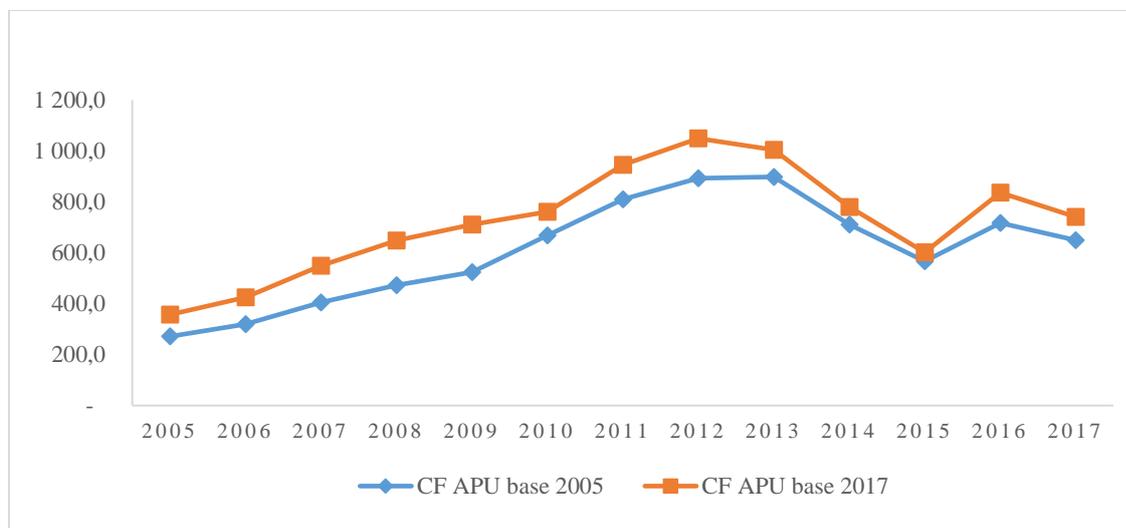
Graphique 6 : Comparaison des évolutions des dépenses de consommation finale privée selon les deux bases 2005 et 2017



Source : Comptes nationaux rétopolés 2005-2017, INSEED

L'écart moyen (115,7 milliards de FCFA) sur la période 2005-2017 de la consommation finale publique entre les deux séries s'explique par l'amélioration de la méthode d'estimation de la consommation des APU notamment la consommation de capital fixe (CCF).

Graphique 7 : Evolution de la consommation finale publique sous les deux bases 2005 et 2017

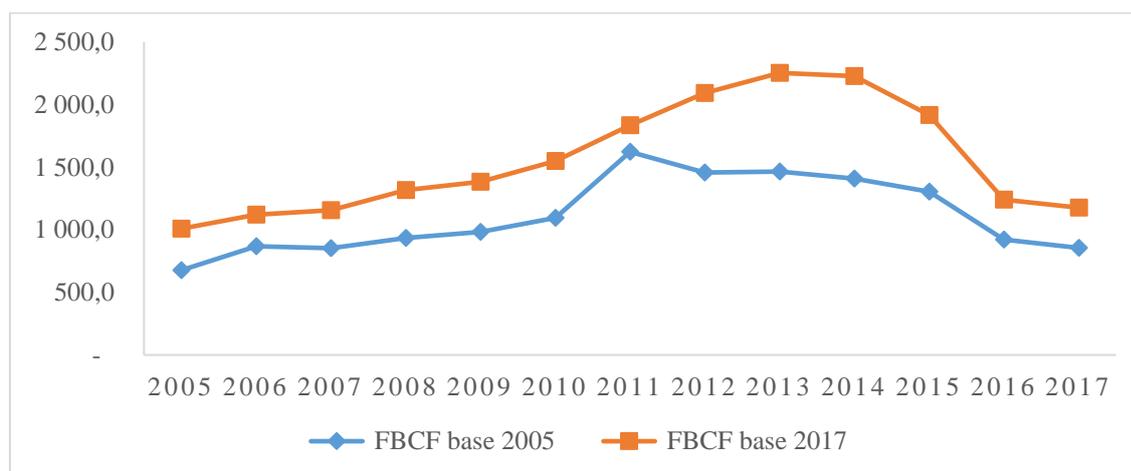


Source : Comptes nationaux rétopolés 2005-2017, INSEED

III.3.2 Formation brute de capital fixe

La FBCF a été réévaluée à la hausse de 1,8% en moyenne sur la période. Cette réévaluation s'explique principalement par l'amélioration de son champ de couverture notamment, la prise en compte de certains produits qui étaient considérés comme des consommations intermédiaires (prospection minière).

Graphique 5: Evolution de la FBCF dans les deux séries



Source : Comptes nationaux rétopolés 2005-2017, INSEED

IV Conclusion

Les travaux de la rétopolation des comptes nationaux ont permis de produire une série des tableaux ressources-emplois, à prix courant et au prix de l'année précédente, sur la période 2005-2017 sous le SCN 2008. Les résultats de ces travaux ont donné des modifications du niveau global du PIB et ses composantes. En effet, l'amélioration de la couverture des sources des données, la prise en compte des nouvelles recommandations du SCN 2008 ainsi que les ajustements méthodologiques réalisés ont conduit à une réévaluation de la richesse créée de 28,2% en moyenne sur la période.

EQUIPE DE SUPERVISION

Dr. Baradine Zakaria Moursal	Directeur Général de l'INSEED
Nadjwa Mahamat Abdel-bagui	Directrice Générale Adjointe de l'INSEED

EQUIPE TECHNIQUE DE COORDINATION

Ahmat Souleymane Hachim	Directeur des Statistiques économiques
Ying-yang Kidaribele	Chef de Division des Synthèses économiques
Younous Dadi	Chef de Service des Comptes nationaux

EQUIPE TECHNIQUE

Prénoms et nom	Email
Kaltouma Boukar Tormalta	tormaltakaltoum@yahoo.fr
Abdelrahim Hamid Haroun	a.hamid@inseed.td
Mahamat Ab-ache	mahamatabache@yahoo.fr
Abdramane Mahamat Issa	abdramanemht85@gmail.com
Abdel-Nassour Hosky	hoskyfils01@yahoo.fr
Mahadine Nourène Abdraman	nourenebigui@gmail.com
Ache Moussa Yoskoimi	moussayoskoimi46@gmail.com
Yaya Mahamat Adjé	yayamhtadj6@gmail.com
Moussa Brahim Abdoulaye	moussabrahim2215@gmail.com
Alladoussain Belndoum	alladoussainbelndoum@yahoo.fr
Ying-yang Kidaribele	yingyangkidaribele@gmail.com
Younous Dadi	younousdadi@yahoo.fr

V Annexe : Principaux résultats

Tableau 1: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE DE 2005 A 2017

<i>En milliards de francs CFA courants</i>	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
VALEUR AJOUTEE TOTALE	4 492,1	5 001,3	5 109,1	5 871,4	5 683,3	6 793,5
Secteur primaire	1 336,4	1 630,0	1 526,4	1 734,7	1 920,7	2 313,0
Secteur secondaire	1 823,9	2 001,6	2 133,5	2 520,6	2 021,9	2 638,3
Secteur tertiaire	1 331,8	1 369,7	1 449,2	1 616,1	1 740,7	1 842,2
+TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	71,8	71,2	91,4	98,6	109,6	162,5
=PRODUIT INTERIEUR BRUT	4 563,9	5 072,6	5 200,5	5 970,0	5 792,9	6 956,1
VALEUR AJOUTEE TOTALE						
A01 PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	355,2	362,5	352,8	486,0	506,0	869,9
A02 PRODUITS DE L'AGRICULTURE DE RENTE ET INDUSTR	112,9	96,5	97,0	94,0	83,4	74,8
A03 PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	645,6	881,6	809,0	868,4	1 005,8	1 034,9
A04 SERVICES ANNEXES A L'AGRICULTURE ET A L'ELE	22,7	16,3	17,1	17,3	13,9	12,7
A05 PRODUITS DE LA SYLVICULTURE ET DE L'EXPLOITAT	94,7	129,4	118,8	127,6	148,0	152,4
A06 PRODUITS DE PECHE ET PISCICULTURE	105,3	143,7	131,8	141,4	163,7	168,3
B07 PRODUITS DE L'EXTRACTION	1 218,3	1 333,6	1 383,1	1 576,1	1 053,2	1 495,6
C08 PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	31,6	88,6	93,7	139,7	148,5	245,5
C09 PRODUITS TEXTILES, CUIRS ET ARTICLES D'HABIL	24,7	26,9	21,8	19,4	17,8	16,7
C10 PRODUITS DU TRAVAIL DE BOIS, DE LA FABRICATIO	1,7	2,0	2,0	2,1	3,1	3,5
C11 PRODUIT DU RAFFINAGE DU PETROLE	-	-	-	-	-	-
C12 PRODUITS CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES ET DU TRA	26,6	23,0	37,0	43,9	45,8	46,4
C13 MATERIAUX MINERAUX	1,3	1,1	1,1	1,3	1,4	1,6

C14 PRODUITS METALLURGIQUES ET AUTRES OUVRAGES EN	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8
C15 PRODUITS ELECTRONIQUES, ELECTRIQUES, MACHINES	23,5	23,1	21,9	22,4	19,3	20,3
C16 AUTRES PRODUITS DE L'INDUSTRIE	9,2	9,1	8,5	8,8	9,5	10,1
D17 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET	39,8	37,1	40,3	42,1	43,0	34,0
E18 EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS E	16,4	16,0	17,3	22,2	21,5	18,8
F19 BATIMENT ET PRODUIT DES TRAVAUX PUBLICS	429,9	440,4	505,9	641,6	658,2	745,1
G20 VENTES ET REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO	431,1	458,3	444,8	477,0	539,6	544,6
H21 TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	215,6	194,3	196,2	188,2	198,8	202,6
H22 SERVICE DE POSTE ET COURRIER	1,0	0,9	0,6	0,8	0,9	0,8
I23 HEBERGEMENT ET RESTAURATION	180,8	174,3	213,2	199,0	174,7	149,3
J24 INFORMATION ET COMMUNICATION	27,6	25,3	9,6	55,3	70,1	72,1
K25 SERVICES FINANCIERS ET ASSURANCE	17,3	22,9	18,3	34,2	37,8	39,5
L26 SERVICES IMMOBILIERES	241,3	234,6	245,3	263,1	306,4	389,8
M27 SERVICES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECH	20,4	6,1	15,8	19,1	20,0	23,6
N28 SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	28,3	6,7	13,8	21,2	25,5	22,7
O29 SERVICE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	83,4	148,1	182,9	230,5	209,4	252,9
P30 SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT	16,9	28,9	28,2	40,1	62,9	58,8
Q31 SERVICES DE SANTE HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE	22,5	28,9	32,7	35,3	45,6	42,2
R32 SERVICES ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVE	1,5	1,4	1,6	1,8	1,6	1,5
S33 AUTRES SERVICES n.c.a	31,0	27,4	32,5	35,4	33,2	29,6
T34 SERVICES PERSONNELS ET SPECIALES DES MENAGES	13,0	11,5	13,6	14,8	14,0	12,4
U35 CORRECTION TERRITORIALE	-	-	-	-	-	-

En milliards de francs CFA courants

	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
VALEUR AJOUTEE TOTALE	7 670,4	8 953,7	8 599,8	8 729,1	8 439,3	7 570,5	7 544,1
Secteur primaire	2 135,3	2 474,2	2 798,2	2 792,4	2 894,0	3 039,3	2 978,8
Secteur secondaire	3 229,7	3 964,8	3 394,9	3 324,6	2 919,6	1 956,5	2 050,9
Secteur tertiaire	2 305,4	2 514,7	2 406,7	2 612,2	2 625,6	2 574,7	2 514,5
+TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	192,6	181,3	223,9	229,8	168,6	148,9	207,1
=PRODUIT INTERIEUR BRUT	7 862,9	9 135,0	8 823,7	8 958,9	8 607,8	7 719,5	7 751,2
VALEUR AJOUTEE TOTALE							
A01 PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	632,0	807,8	932,7	906,5	879,7	958,7	880,1
A02 PRODUITS DE L'AGRICULTURE DE RENTE ET INDUSTR	100,6	133,8	138,1	128,8	168,0	181,1	168,3
A03 PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	1 057,9	1 154,0	1 299,0	1 322,1	1 386,6	1 424,8	1 449,3
A04 SERVICES ANNEXES A L'AGRICULTURE ET A L'ELE	17,0	21,0	25,8	25,4	30,0	33,1	32,0
A05 PRODUITS DE LA SYLVICULTURE ET DE L'EXPLOITAT	155,7	169,6	191,3	194,6	204,1	209,9	213,1
A06 PRODUITS DE PECHE ET PISCICULTURE	172,2	187,9	211,3	215,1	225,6	231,6	236,0
B07 PRODUITS DE L'EXTRACTION	1 951,7	2 127,7	1 651,6	1 600,4	1 518,3	946,4	1 002,5
C08 PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	271,8	414,0	274,5	302,7	379,5	434,0	498,1
C09 PRODUITS TEXTILES, CUIRS ET ARTICLES D'HABIL	23,9	34,5	25,1	22,3	38,2	38,2	37,3
C10 PRODUITS DU TRAVAIL DE BOIS, DE LA FABRICATIO	3,7	4,3	4,1	4,4	4,9	5,7	5,7
C11 PRODUIT DU RAFFINAGE DU PETROLE	12,4	88,4	74,4	60,6	27,3	67,7	78,0
C12 PRODUITS CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES ET DU TRA	51,5	57,7	105,7	90,9	102,6	102,8	124,2
C13 MATERIAUX MINERAUX	1,7	2,3	6,1	4,4	5,9	6,1	6,5
C14 PRODUITS METALLURGIQUES ET AUTRES OUVRAGES EN	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
C15 PRODUITS ELECTRONIQUES, ELECTRIQUES, MACHINES	21,8	25,9	25,1	22,6	23,4	24,0	22,9

C16 AUTRES PRODUITS DE L'INDUSTRIE	10,4	10,6	11,2	11,3	11,8	11,6	11,4
D17 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET	41,5	48,3	28,5	28,7	24,6	16,5	9,1
E18 EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS E	22,0	24,2	17,1	19,8	25,1	23,1	33,6
F19 BATIMENT ET PRODUIT DES TRAVAUX PUBLICS	816,5	1 126,1	1 170,7	1 155,7	757,1	279,3	220,7
G20 VENTES ET REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO	697,6	704,9	608,8	723,8	855,0	863,7	827,1
H21 TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	338,0	348,9	317,5	284,8	249,5	192,6	193,5
H22 SERVICE DE POSTE ET COURRIER	0,6	1,3	1,1	2,1	0,9	1,9	1,7
I23 HEBERGEMENT ET RESTAURATION	135,2	162,3	42,1	145,2	132,2	117,4	103,7
J24 INFORMATION ET COMMUNICATION	65,6	80,5	100,8	123,2	146,7	160,6	109,5
K25 SERVICES FINANCIERS ET ASSURANCE	44,8	50,7	61,2	54,2	51,2	76,9	61,0
L26 SERVICES IMMOBILIERES	410,0	434,8	513,0	527,0	526,0	421,1	435,1
M27 SERVICES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECH	25,9	36,4	38,7	48,2	45,7	39,4	36,0
N28 SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	24,0	28,5	26,1	25,0	34,0	36,3	41,5
O29 SERVICE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	414,4	487,7	413,7	374,4	289,4	380,5	341,8
P30 SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT	46,5	63,5	121,4	149,6	150,6	133,3	189,6
Q31 SERVICES DE SANTE HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE	57,4	63,2	104,7	94,6	78,8	85,7	108,7
R32 SERVICES ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVE	1,5	1,8	2,1	2,2	2,4	2,3	2,3
S33 AUTRES SERVICES n.c.a	30,8	35,4	39,3	41,1	44,7	44,6	44,5
T34 SERVICES PERSONNELS ET SPECIALES DES MENAGES	12,9	14,7	16,1	16,8	18,3	18,3	18,3
U35 CORRECTION TERRITORIALE	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 2: COMPTE DE BIENS ET SERVICES DE 2005 A 2017

<i>En milliards de francs CFA courants</i>	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Production de biens et services	6 768	7 454	7 498	8 281	8 379	9 688
Importations de biens et services	1 505	1 639	1 645	1 731	1 853	2 038
Taxes nettes sur les produits	72	71	91	99	110	163
TOTAL DES RESSOURCES	8 345	9 164	9 235	10 110	10 342	11 888
Consommations intermédiaires	2 275,6	2 453,0	2 389,1	2 409,3	2 696,1	2 894,4
Consommation finale	3 162,0	3 542,0	3 629,9	4 201,6	4 598,8	5 077,9
<i>marchande</i>	2 256,9	2 523,5	2 493,8	2 862,0	3 128,9	3 414,3
<i>non marchande</i>	905,1	1 018,4	1 136,2	1 339,6	1 469,9	1 663,6
publique	357,2	425,6	548,7	648,4	711,3	760,8
privée	547,8	592,9	587,4	691,2	758,6	902,8
Formation brute de capital fixe	1 009,1	1 122,0	1 155,6	1 316,5	1 384,9	1 549,3
<i>publique</i>	196,2	197,2	198,2	199,2	200,2	201,2
<i>privée</i>	812,9	924,8	957,3	1 117,3	1 184,7	1 348,1
Variation de stocks	-137,0	-223,9	-200,3	-209,3	-242,6	-29,1
Acquisition d'objets de valeur						
Exportations de biens et services	2 035,1	2 271,3	2 260,6	2 392,3	1 904,5	2 395,6
TOTAL DES EMPLOIS	8 345	9 164	9 235	10 110	10 342	11 888

<i>En milliards de francs CFA courants</i>	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Production de biens et services	10 669	12 077	12 430	12 359	12 242	11 138	11 134
Importations de biens et services	1 956	1 917	1 886	1 583	1 773	1 648	1 558
Taxes nettes sur les produits	193	181	224	230	169	149	207
TOTAL DES RESSOURCES	12 818	14 175	14 540	14 172	14 184	12 935	12 899
Consommations intermédiaires	2 998,5	3 123,0	3 829,8	3 630,1	3 803,2	3 567,7	3 589,8
Consommation finale	5 287,7	5 724,2	5 940,6	5 828,1	6 008,4	6 205,2	6 075,6
<i>marchande</i>	3 441,4	3 715,9	3 858,3	3 988,8	4 294,1	4 336,2	4 300,5
<i>non marchande</i>	1 846,3	2 008,3	2 082,3	1 839,3	1 714,3	1 869,0	1 775,0
publique	945,3	1 049,5	1 004,8	780,6	602,4	836,1	741,6
privée	901,0	958,8	1 077,4	1 058,8	1 111,9	1 032,9	1 033,4
Formation brute de capital fixe	1 835,8	2 092,4	2 253,6	2 226,8	1 915,9	1 240,5	1 178,2
<i>publique</i>	202,2	203,2	204,2	205,2	206,2	207,2	208,2
<i>privée</i>	1 633,6	1 889,1	2 049,4	2 021,6	1 709,7	1 033,3	970,0
Variation de stocks	127,5	184,7	-144,5	414,2	54,6	176,7	258,6
Acquisition d'objets de valeur							
Exportations de biens et services	2 568,2	3 050,9	2 660,5	2 073,0	2 402,3	1 745,2	1 797,2
TOTAL DES EMPLOIS	12 818	14 175	14 540	14 172	14 184	12 935	12 899

Tableau 3: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE DE 2005 A 2017

En milliards de francs CFA aux prix constants de 2017	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
VALEUR AJOUTEE TOTALE	5 504,1	5 472,6	5 685,6	5 857,3	5 760,5	6 519,0
Secteur primaire	1 689,8	1 725,9	1 837,5	1 865,7	1 843,4	2 299,4
Secteur secondaire	2 179,1	2 118,1	2 101,0	2 124,8	2 033,4	2 228,2
Secteur tertiaire	1 629,8	1 626,0	1 751,2	1 880,1	1 917,4	2 005,1
+TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	52,4	54,1	74,3	80,4	98,2	129,3
=PRODUIT INTERIEUR BRUT	5 533,4	5 504,5	5 744,3	5 922,9	5 843,6	6 649,7
VALEUR AJOUTEE TOTALE						
A01 PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	414,7	437,1	480,3	478,8	452,4	836,5
A02 PRODUITS DE L'AGRICULTURE DE RENTE ET INDUSTR	95,7	74,2	84,2	85,1	72,3	55,5
A03 PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	901,5	947,7	990,7	1 013,4	1 034,8	1 087,0
A04 SERVICES ANNEXES A L'AGRICULTURE ET A L'ELE	18,0	11,1	13,9	13,3	10,4	9,1
A05 PRODUITS DE LA SYLVICULTURE ET DE L'EXPLOITAT	130,0	136,8	143,2	146,6	149,7	157,4
A06 PRODUITS DE PECHE ET PISCICULTURE	147,0	154,4	161,3	164,8	168,3	176,7
B07 PRODUITS DE L'EXTRACTION	1 523,0	1 386,8	1 295,7	1 179,2	1 085,8	1 132,3
C08 PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	40,4	85,5	109,2	150,8	162,7	257,8
C09 PRODUITS TEXTILES, CUIRS ET ARTICLES D'HABIL	32,3	35,0	28,3	29,7	25,8	14,3
C10 PRODUITS DU TRAVAIL DE BOIS, DE LA FABRICATIO	3,5	3,6	3,9	4,2	4,5	4,9
C11 PRODUIT DU RAFFINAGE DU PETROLE	-	-	-	-	-	-
C12 PRODUITS CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES ET DU TRA	23,3	24,1	38,3	43,3	48,4	50,2
C13 MATERIAUX MINERAUX	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
C14 PRODUITS METALLURGIQUES ET AUTRES OUVRAGES EN	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
C15 PRODUITS ELECTRONIQUES, ELECTRIQUES, MACHINES	12,0	12,0	12,8	13,0	13,4	14,4
C16 AUTRES PRODUITS DE L'INDUSTRIE	8,1	8,2	8,3	8,3	8,6	9,0

D17 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET	30,8	27,0	27,5	29,4	30,6	32,0
E18 EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS E	16,6	15,0	14,5	18,7	18,4	19,0
F19 BATIMENT ET PRODUIT DES TRAVAUX PUBLICS	518,9	550,6	596,2	712,1	712,3	780,2
G20 VENTES ET REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO	384,0	382,2	430,6	430,8	439,2	463,6
H21 TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	269,9	253,9	255,4	251,0	267,7	285,6
H22 SERVICE DE POSTE ET COURRIER	0,9	0,8	0,5	0,7	0,8	0,8
I23 HEBERGEMENT ET RESTAURATION	53,0	49,2	57,3	57,5	57,5	58,9
J24 INFORMATION ET COMMUNICATION	41,2	36,5	6,8	40,6	49,4	55,3
K25 SERVICES FINANCIERS ET ASSURANCE	16,2	21,0	17,7	34,1	37,9	39,5
L26 SERVICES IMMOBILIERES	357,9	328,5	338,4	347,4	352,9	369,2
M27 SERVICES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECH	45,2	12,3	29,2	27,1	28,4	32,4
N28 SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	43,1	10,2	22,5	25,4	30,3	28,2
O29 SERVICE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	152,5	258,4	304,5	342,4	290,7	325,7
P30 SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT	51,4	121,2	114,5	152,0	210,6	191,2
Q31 SERVICES DE SANTE HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE	296,9	360,7	231,3	252,2	311,0	280,5
R32 SERVICES ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVE	2,5	2,2	2,4	2,5	2,2	1,9
S33 AUTRES SERVICES n.c.a	47,8	41,2	45,3	47,3	43,9	36,7
T34 SERVICES PERSONNELS ET SPECIALES DES MENAGES	19,7	16,9	18,6	19,4	18,2	15,1

En milliards de francs CFA aux prix constants de 2017	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
VALEUR AJOUTEE TOTALE	6 793,2	7 415,7	7 596,2	7 759,0	8 003,7	7 671,2	7 544,1
Secteur primaire	2 122,8	2 360,9	2 569,5	2 536,6	2 666,1	2 947,3	2 978,8
Secteur secondaire	2 390,7	2 701,7	2 633,7	2 677,5	2 822,2	2 216,6	2 050,9
Secteur tertiaire	2 300,0	2 343,1	2 435,5	2 601,1	2 554,4	2 525,8	2 514,5
+TAXES NETTES SUR LES PRODUITS	150,7	164,7	208,1	201,0	215,2	207,6	207,1
=PRODUIT INTERIEUR BRUT	6 952,5	7 581,9	7 794,7	7 955,5	8 218,9	7 879,5	7 751,2
VALEUR AJOUTEE TOTALE							
A01 PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE	608,4	682,0	814,7	746,7	734,6	878,4	880,1
A02 PRODUITS DE L'AGRICULTURE DE RENTE ET INDUSTR	72,5	93,6	99,2	109,4	146,2	158,9	168,3
A03 PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	1 113,7	1 215,0	1 251,5	1 267,7	1 347,0	1 432,5	1 449,3
A04 SERVICES ANNEXES A L'AGRICULTURE ET A L'ELE	11,7	14,9	20,6	25,3	30,8	34,0	32,0
A05 PRODUITS DE LA SYLVICULTURE ET DE L'EXPLOITAT	161,2	178,9	184,3	186,6	198,4	211,2	213,1
A06 PRODUITS DE PECHE ET PISCICULTURE	181,1	197,6	203,5	206,2	219,0	232,7	236,0
B07 PRODUITS DE L'EXTRACTION	1 136,3	1 104,1	938,3	993,0	1 318,2	1 170,5	1 002,5
C08 PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	325,2	370,1	441,3	450,4	460,1	515,3	498,1
C09 PRODUITS TEXTILES, CUIRS ET ARTICLES D'HABIL	20,6	28,1	18,8	16,2	28,1	28,4	37,3
C10 PRODUITS DU TRAVAIL DE BOIS, DE LA FABRICATIO	5,1	5,6	6,1	6,3	5,2	5,6	5,7
C11 PRODUIT DU RAFFINAGE DU PETROLE	2,4	30,3	33,2	30,1	31,4	79,5	78,0
C12 PRODUITS CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES ET DU TRA	51,8	54,2	102,2	103,9	110,9	120,2	124,2
C13 MATERIAUX MINERAUX	0,4	0,5	2,8	3,3	5,3	3,5	6,5
C14 PRODUITS METALLURGIQUES ET AUTRES OUVRAGES EN	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9
C15 PRODUITS ELECTRONIQUES, ELECTRIQUES, MACHINES	15,9	18,6	20,6	20,5	20,8	22,3	22,9
C16 AUTRES PRODUITS DE L'INDUSTRIE	9,3	9,6	10,4	10,5	10,8	11,1	11,4
D17 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET	46,6	55,3	37,7	37,2	32,3	12,1	9,1
E18 EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS E	22,9	25,2	18,3	20,8	26,2	22,9	33,6
F19 BATIMENT ET PRODUIT DES TRAVAUX PUBLICS	876,9	1 161,9	1 262,9	1 220,0	818,8	240,6	220,7

G20 VENTES ET REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO	647,2	670,2	660,0	696,0	799,2	815,9	827,1
H21 TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	261,0	242,7	251,5	293,5	269,6	216,4	193,5
H22 SERVICE DE POSTE ET COURRIER	0,8	2,2	2,3	2,1	0,9	1,9	1,7
I23 HEBERGEMENT ET RESTAURATION	54,3	53,9	50,0	213,7	185,3	175,8	103,7
J24 INFORMATION ET COMMUNICATION	66,3	88,8	97,4	114,0	125,6	144,9	109,5
K25 SERVICES FINANCIERS ET ASSURANCE	44,0	47,7	59,8	52,5	48,7	75,5	61,0
L26 SERVICES IMMOBILIERES	383,5	408,1	481,5	490,1	501,6	439,2	435,1
M27 SERVICES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECH	34,5	39,9	45,8	53,6	47,2	40,3	36,0
N28 SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	37,7	40,8	32,3	26,3	31,1	35,0	41,5
O29 SERVICE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	395,2	391,4	335,8	289,3	221,9	281,9	341,8
P30 SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT	112,0	120,0	213,9	231,7	215,5	159,8	189,6
Q31 SERVICES DE SANTE HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE	351,5	243,1	355,2	236,6	145,9	116,2	108,7
R32 SERVICES ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVE	1,9	2,1	2,1	2,1	2,3	2,3	2,3
S33 AUTRES SERVICES n.c.a	37,4	39,2	40,0	40,7	43,3	44,2	44,5
T34 SERVICES PERSONNELS ET SPECIALES DES MENAGES	15,4	16,1	16,4	16,7	17,8	18,2	18,3

Tableau 4: COMPTE DE BIENS ET SERVICES DE 2005 A 2017

<i>En milliards de francs CFA aux prix constants de 2017</i>	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Production de biens et services	8 798	8 779	9 036	9 094	9 155	10 178
Importations de biens et services	1 765	1 955	1 990	2 015	2 109	2 329
Taxes nettes sur les produits	52	54	74	80	98	129
TOTAL DES RESSOURCES	10 615	10 787	11 100	11 190	11 362	12 636
Consommations intermédiaires	3 434,4	3 451,1	3 484,5	3 330,3	3 541,0	3 788,2
Consommation finale	3 848,4	4 068,5	4 429,0	4 781,9	4 873,0	5 428,4
marchande	2 524,7	2 646,3	2 838,6	3 040,3	3 095,8	3 479,6
non marchande	1 317,6	1 422,6	1 604,9	1 763,1	1 799,7	1 966,5
<i>publique</i>	592,7	708,0	877,8	990,0	1 040,5	1 085,1
<i>privée</i>	724,9	714,7	727,1	773,1	759,2	881,4
Formation brute de capital fixe	1 060,5	1 171,6	1 206,9	1 305,1	1 332,4	1 483,1
<i>publique</i>	206,2	206,0	207,0	197,5	192,7	192,6
<i>privée</i>	854,3	965,7	999,8	1 107,6	1 139,8	1 290,5
Variation de stocks	-287,9	-510,6	-571,8	-505,5	-570,4	-59,3
Acquisition d'objets de valeur						
Exportations de biens et services	2 004,4	1 962,5	1 901,7	1 713,4	1 656,0	1 737,7
TOTAL DES EMPLOIS	10 060	10 143	10 450	10 625	10 832	12 378

<i>En milliards de francs CFA aux prix constants de 2017</i>	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Production de biens et services	10 413	11 152	11 376	11 408	11 707	11 237	11 134
Importations de biens et services	2 251	2 141	1 726	1 498	1 611	1 545	1 558
Taxes nettes sur les produits	151	165	208	201	215	208	207
TOTAL DES RESSOURCES	12 815	13 458	13 310	13 107	13 534	12 989	12 899
Consommations intermédiaires	3 706,7	3 772,9	3 802,7	3 654,3	3 704,1	3 566,3	3 589,8
Consommation finale	5 526,3	5 608,1	5 795,7	5 611,8	5 688,6	5 999,2	6 075,6
marchande	3 478,8	3 513,5	3 670,5	3 807,1	4 040,7	4 192,1	4 300,5
non marchande	2 075,7	2 125,1	2 152,0	1 808,7	1 646,6	1 807,1	1 775,0
<i>publique</i>	1 232,1	1 283,7	1 200,3	847,7	602,2	789,3	741,6
<i>privée</i>	843,6	841,4	951,7	961,1	1 044,4	1 017,8	1 033,4
Formation brute de capital fixe	1 756,7	1 975,3	2 085,8	2 040,6	1 797,1	1 191,0	1 178,2
<i>publique</i>	193,5	191,9	189,0	188,1	193,4	199,0	208,2
<i>privée</i>	1 563,2	1 783,4	1 896,8	1 852,5	1 603,6	992,1	970,0
Variation de stocks	-522,8	-362,1	-128,6	441,4	140,5	735,4	258,6
Acquisition d'objets de valeur							
Exportations de biens et services	1 809,5	2 055,4	1 849,8	1 523,1	2 172,6	1 863,5	1 797,2
TOTAL DES EMPLOIS	12 276	13 049	13 405	13 271	13 503	13 355	12 899